

Prépension conventionnelle à mi-temps à partir de 55 ans

CCT relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à partir de 55 ans conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique le 4 mai 2011.

Article 1er. - La présente CCT est conclue conformément à la loi de relance économique du 27 mars 2009 (MB du 07 avril 2009), en exécution de l'art. 11 §4 de l'Accord National 2011-2012 pour ouvriers de l'industrie chimique conclu le 4 mai 2011 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique.

La présente CCT ne s'applique qu'aux entreprises qui en conviennent à leur niveau, par adhésion à la présente CCT sectorielle, soit sous la forme d'une CCT soit sous la forme d'un acte d'adhésion.

La présente CCT a pour objet d'instaurer, pour une durée limitée à la période s'étendant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012 inclus et selon les modalités prévues par la CCT n° 55 conclue le 13 juillet 1993 au sein du CNT (AR 30 juillet 1994; MB 10 août 1994, modifié par l'AR du 3 avril 1997 ; MB 13 mai 1997), un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de réduction à mi-temps de leurs prestations de travail à temps plein.

Article 2. - La présente CCT s'applique, conformément à l'article 1^{er} ci-avant, aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Commission Paritaire de l'industrie chimique.

Par "ouvriers", on entend les ouvriers et les ouvrières.

Article 3. - La procédure d'adhésion à la présente CCT est définie comme suit :

A. Si l'adhésion s'opère par CCT, elle doit mentionner qu'elle est conclue en exécution de la présente CCT sectorielle; elle sera envoyée pour dépôt au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale. Une copie de cette CCT sera envoyée au Président de la Commission Paritaire de l'industrie chimique qui en informe les signataires de la présente CCT;

B. Si l'adhésion s'opère par acte d'adhésion, la procédure est la suivante :

L'adhésion se fait par la signification d'un acte d'adhésion dont un modèle est joint en annexe à la présente CCT.

Cet acte d'adhésion doit être communiqué par écrit par l'employeur à chaque ouvrier. Pendant huit jours à partir de cette communication écrite, l'employeur met un registre à la disposition des ouvriers, dans lequel ceux-ci peuvent formuler leurs observations.

Cet acte d'adhésion doit mentionner qu'il est conclu en exécution de la présente CCT sectorielle.

Il sera envoyé — après le délai de huit jours susmentionné et avec le registre — pour dépôt au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale.

Une copie de cet acte d'adhésion ainsi que du registre précité sera envoyée pour information au Président de la Commission Paritaire de l'industrie chimique qui en informe les signataires de la présente CCT sectorielle.

Article 4. - Le régime d'indemnité complémentaire visé à l'article 1er de la présente CCT est prévu pour les ouvriers :

1° ayant atteint ou atteignant, au plus tard le 31 décembre 2012, l'âge de 55 ans et plus ;

1

- 2° satisfaisant aux conditions légales régissant la matière ;
- 3° qui conviennent avec leur employeur de réduire leurs prestations de travail à mi-temps.

Article 5. - Pour les ouvriers concernés, les mêmes dispositions et procédures que celles fixées par la CCT n° 55 précitée conclue au Conseil National du Travail sont d'application.

L'indemnité complémentaire à charge de l'employeur sera calculée conformément aux articles 5 et 7 de la CCT n° 55 précitée conclue au Conseil National du Travail. Pour le calcul de la moitié de la rémunération nette de référence déterminant l'indemnité complémentaire susmentionnée, la cotisation personnelle des ouvriers à la sécurité sociale est, depuis le 1er janvier 2004, calculée sur 100 % au lieu de 108 % de la moitié de leur rémunération mensuelle brute plafonnée.

Article 6. - La présente CCT est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011 et prend fin le 31 décembre 2012.

Elle sera déposée au Greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale et la force obligatoire par Arrêté Royal est demandée.

**Annexe à la CCT relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à partir de 55 ans conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique le 4 mai 2011
Modèle d'acte d'adhésion conforme à l'article 3, B de la présente CCT sectorielle**

Prépension conventionnelle à mi-temps à partir de 55 ans

I. Identité de l'entreprise

- 1.1. Nom et prénom et raison sociale.....
- 1.2. Domicile ou siège social rue/avenuen°.....
code postal..... commune.....
- 1.3. Unité technique d'exploitation (siège d'exploitation)
rue/av..... n°
code postal..... commune
- 1.4. TéléphoneFax :
- 1.5. Identité du signataire
fonction.....
- 1.6. N° de Commission Paritaire.....
- 1.7. Numéro d'immatriculation à l'ONSS.....

II. Déclaration d'adhésion

Le présent acte d'adhésion est souscrit en exécution de l'article 3, B de la CCT relative à la prépension conventionnelle à mi-temps, à partir de 55 ans, conclue le 4 mai 2011 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique et dont une copie est annexée au présent acte d'adhésion.

L'employeur soussigné déclare adhérer pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012, à la CCT mentionnée au premier alinéa, relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à partir de 55 ans conclue le 4 mai 2011 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique.⁽¹⁾

III. Engagement

L'employeur soussigné atteste que le présent acte d'adhésion a été soumis à la consultation des ouvriers conformément aux dispositions de la CCT précitée.

IV. Procédure

Un exemplaire du présent acte d'adhésion sera, après la consultation mentionnée au III ci-dessus, accompagné du registre mentionné à l'article 3 B de la CCT sectorielle susmentionnée, envoyé pour dépôt au greffe de la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale.

Une copie de cet acte d'adhésion ainsi que du registre précité sera envoyée au président de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, qui en informe les signataires de la présente CCT sectorielle.

Fait à, le

(signature, identité et fonction du signataire)

⁽¹⁾ Si l'employeur souhaite soumettre l'accès à la prépension conventionnelle à mi-temps à des conditions supplémentaires (ex. ancienneté dans l'entreprise), il est tenu de les mentionner expressément au point II du présent acte d'adhésion.

Halftijds conventioneel brugpensioen vanaf 55 jaar

CAO gesloten op 4 mei 2011 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid met betrekking tot het halftijds conventioneel brugpensioen vanaf 55 jaar.

Artikel 1. - Deze CAO wordt gesloten overeenkomstig de Economische Herstelwet van 27 maart 2009 (BS 07.04.2009), in uitvoering van artikel 11 § 4 van het Nationaal Akkoord voor arbeiders van de scheikundige nijverheid 2011-2012 gesloten op 4 mei 2011 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid.

Deze CAO is alleen maar van toepassing op de ondernemingen die hiermede op hun niveau instemmen, hetzij onder de vorm van een CAO hetzij onder de vorm van een toetredingsakte tot deze sectorale CAO.

Deze CAO heeft tot doel de inrichting, voor een duur beperkt tot de periode die zich strekt van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012 en overeenkomstig de modaliteiten voorzien in de CAO nr. 55 van 13.7.93 gesloten in de Nationale Arbeidsraad (KB 30 juli 1994; BS 10 augustus 1994, gewijzigd door het KB van 3 april 1997; BS 13 mei 1997), een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige oudere werknemers, in geval van halvering van hun voltijdse arbeidsprestaties.

Artikel 2. - Deze CAO is, overeenkomstig artikel 1 hierboven, van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid.

Met "arbeiders" wordt verstaan: de arbeiders en arbeidsters.

Artikel 3. - De toetredingsprocedure tot onderhavige CAO wordt als volgt vastgesteld:

A. Indien de toetreding gebeurt via een CAO dient deze CAO te vermelden dat hij gesloten is in uitvoering van deze sectorale CAO; hij wordt voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg. Een afschrift van deze CAO wordt ter kennisgeving verzonden naar de Voorzitter van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze CAO van in kennis brengt;

B. Indien de toetreding via toetredingsakte gebeurt, is de procedure als volgt:

De toetreding gebeurt door de betekening van een toetredingsakte, waarvan een model in bijlage aan deze CAO wordt toegevoegd.

Deze toetredingsakte dient door de werkgever aan elke arbeider schriftelijk te worden meegedeeld. Gedurende acht dagen vanaf die schriftelijke mededeling stelt de werkgever een register ter beschikking van de arbeiders waarin zij hun opmerkingen mogen schrijven.

Deze toetredingsakte dient te vermelden dat zij opgemaakt is in uitvoering van deze sectorale CAO. Zij wordt - na de hierboven vermelde termijn van acht dagen en samen met het register - voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Een afschrift van deze toetredingsakte evenals van het voornoemd register, wordt ter kennisgeving verzonden naar de Voorzitter van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze sectorale CAO van in kennis brengt.

Artikel 4. - De in artikel 1 van deze CAO bedoelde regeling van aanvullende vergoeding wordt voorzien voor de arbeiders die:

1° de leeftijd van 55 jaar en meer hebben bereikt of zullen bereiken uiterlijk op 31 december 2012;

8

- 2° voldoen aan de terzake geldende wettelijke voorwaarden;
- 3° met hun werkgever een akkoord bereiken om hun arbeidsprestaties te halveren.

Artikel 5. - Voor de betrokken arbeiders gelden dezelfde voorwaarden en procedures als deze bepaald in de voornoemde CAO nr. 55 van de Nationale Arbeidsraad.

De aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever zal berekend worden overeenkomstig artikelen 5 en 7 van de voornoemde CAO nr. 55 van de Nationale Arbeidsraad. Voor de berekening van de helft van het netto referentieloon tot bepaling van de hoger vermelde aanvullende vergoeding wordt, vanaf 1 januari 2004, de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage van de arbeiders berekend op 100% in plaats van 108% van de helft van hun begrensd bruto maandloon.

Artikel 6. - Deze CAO wordt gesloten voor een bepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2011 en eindigt op 31 december 2012.

Deze CAO zal worden neergelegd ter griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en de algemeen verbindende kracht bij Koninklijk Besluit wordt gevraagd.

Bijlage aan de CAO van 4 mei 2011, gesloten in het Paritair Comité van de scheikundige nijverheid, betreffende het halftijds conventioneel brugpensioen vanaf 55 jaar. Model van toetredingsakte overeenkomstig artikel 3, B van deze sectorale CAO

Halftijds conventioneel brugpensioen vanaf 55 jaar.

I. Identiteit van de onderneming

- 1.1. Naam en voornaam of firmanaam
- 1.2. Woonplaats of sociale zetel straat/laannr.
postnummer gemeente
- 1.3. Zetel technische bedrijfseenheid (exploitatiezetel)
 straat/laan nr.
 postnummer gemeente
- 1.4. Telefoon
- 1.5. Identiteit van de ondertekenaar
 functie
- 1.6. Nr. Paritair Comité
- 1.7. Inschrijvingsnummer bij de RSZ

II. Toetredingsverklaring

Deze toetredingsakte wordt onderschreven in uitvoering van artikel 3, B van de CAO met betrekking tot het halftijds conventioneel brugpensioen vanaf 55 jaar in gesloten op 4 mei 2011 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid en waarvan een kopij bijgevoegd is bij deze toetredingsakte.

De ondergetekende werkgever verklaart toe te treden, voor de periode van 1 januari 2011 tot en met 31 december 2012, tot de in het eerste lid vermelde CAO met betrekking tot het halftijds conventioneel brugpensioen vanaf 55 jaar gesloten op 4 mei 2011 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid ⁽¹⁾

III. Verbintenis

De ondergetekende werkgever bevestigt dat deze toetredingsakte ter raadpleging aan de arbeiders werd voorgelegd overeenkomstig de bepalingen van voornoemde CAO.

IV. Procedure

Een exemplaar van deze toetredingsakte wordt, na de in punt III hierboven vermelde raadpleging, samen met het register vermeld in art. 3 B van de bovenvermelde sectorale CAO, voor neerlegging verzonden naar de griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Een afschrift van deze toetredingsakte wordt, samen met een afschrift van het voornoemd register, ter kennisgeving verzonden naar de Voorzitter van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid die er de ondertekenaars van deze sectorale CAO van in kennis brengt.

Opgemaakt te, op

(ondertekening, identiteit en functie van de ondertekenaar)

⁽¹⁾ Indien de werkgever de toegang tot het halftijds conventioneel brugpensioen afhankelijk wenst te maken van supplementaire voorwaarden (vb. anciënniteit in de onderneming), dient hij dit uitdrukkelijk te vermelden in punt II van deze toetredingsakte